

Encore une réforme au cycle d'orientation

GENÈVE La ministre Anne Emery-Torracinta veut réformer le système actuel, jugé trop sélectif et discriminant envers les élèves les plus faibles. Une hétérogénéité est envisagée en 9e année

SYLVIA REVELLO
@sylviarevello

Trop sélectif, trop discriminant, peu efficient: le cycle d'orientation genevois s'apprête à subir une nouvelle réforme, huit ans seulement après celle instaurée par le socialiste Charles Beer en 2011. L'objectif de l'actuelle cheffe du Département de l'instruction publique (DIP), elle aussi socialiste, reste identique: renforcer la mission d'orientation des trois dernières années de l'école obligatoire. Pour ce faire, Anne Emery-Torracinta envisage notamment de supprimer les sections en 9e année du cycle (9e) pour introduire des classes hétérogènes avec des niveaux dans certaines disciplines à définir. Les travaux démarrent cet automne pour une entrée en vigueur espérée en 2022.

Renforcement des inégalités sociales, échec des passerelles, déplacements d'élèves ou encore difficultés d'organisation: le constat du Service de la recherche en éducation (SRED), qui a évalué le dispositif actuel, est sans appel. «Le nouveau cycle plébiscité en 2009 en votation populaire ne remplit pas ses objectifs, déplore Anne Emery-Torracinta. La promesse politique était peut-être trop grande. La réforme a engendré beaucoup de changements organisationnels pour peu de résultats.» Soucieuse ne «pas jeter le bébé avec l'eau du bain», la magistrate concède néanmoins un succès: une unification du système.

Passerelles inefficaces

Actuellement, les élèves entrant au cycle sont répartis en trois sections, de la moins exigeante à la plus exigeante, R1, R2 et R3. Les passerelles, censées favoriser le mouvement des écoliers d'une section à l'autre, se révèlent peu efficaces. En 2018, 140 réorientations ont eu lieu vers le haut, 513 vers le bas. Plus grave: l'évaluation du SRED montre



Anne Emery-Torracinta: «La précédente réforme a été portée par le politique, nous écouterons les besoins du terrain.» (DAVID WAGNIÈRES)

que le niveau des élèves les plus faibles est très bas: seulement 1,1% d'entre eux atteignent les objectifs fondamentaux en mathématiques, français et allemand à la fin de la 11e année. Parallèlement, ces classes se vident, accentuant encore le sentiment de «ghettoïsation» pour ceux qui y demeurent.

«L'évaluation montre qu'un élève de R1 peut avoir de grandes difficultés en français mais des compé-

tences égales voire supérieures à celles d'un élève de R3 en histoire, détaille Anne Emery-Torracinta. Avec un système modulable, il aura sa chance.» Au-delà des classes hétérogènes avec des groupes de niveaux en 9e, le projet de réforme envisage des parcours individuels différenciés, accélérés pour les meilleurs élèves, aménagés pour les élèves en section sport-études. Mais ce n'est pas tout.

«Il faut non seulement modifier la structure, mais aussi travailler sur les acteurs qui la composent (enseignants, directeurs, élèves), plaide la conseillère d'Etat. Une partie de la réussite des élèves est liée aux enseignants, il faut absolument rétablir un cadre scolaire sécurisant qui rappelle les règles et permette un apprentissage serein.» Une large consultation va désormais s'ouvrir avec les asso-

ciations de parents, les syndicats et les politiques. «La précédente réforme a été portée par le politique, nous écouterons les besoins du terrain.»

Très critique envers un nouveau cycle qui «rate sa mission auprès de ceux pour qui il est le plus fondamental», la Fédération des associations des maîtres du CO salue aujourd'hui la «prise de conscience» du DIP, mais émet toutefois

quelques réserves. «Pourquoi ne pas envisager l'hétérogénéité en 10e et 11e également, questionne David Fernex, qui insiste sur les moyens nécessaires. La mixité avec des classes à 24 élèves est exclue, il faut plutôt viser des effectifs autour de 18.» Autre préoccupation: que la tendance «d'une école à la carte» sappe l'unité de la classe.

«Inégalités d'acquis et de parcours»

A quoi bon retarder l'orientation? «Cela permet d'évaluer avec davantage de souplesse la capacité de progression de l'élève et de minimiser les inégalités d'acquis et de parcours, estime Georges Felouzis, professeur à la Faculté de psychologie et des sciences de l'éducation de l'Université de Genève. Par rapport à ses voisins européens, la Suisse pratique une orientation précoce. Or on sait que, dans la plupart des cas, les filières figent le parcours des élèves.» Selon lui, la tendance vers un système plus ouvert se généralise. «La plupart des cantons romands réfléchissent à cette question: veut-on une école qui hiérarchise ou qui donne sa chance à tous?»

Ancien enseignant au collège, le député PLR Jean Romain s'avoue, quant à lui, dubitatif. «Le CO souffre d'un mal chronique: il n'oriente pas et, jusqu'ici, les réformes, plus catastrophiques les unes que les autres, n'y ont rien changé.» Il pointe la contradiction d'un projet qui veut à la fois homogénéiser et varier les parcours. Seule bonne nouvelle à ses yeux: le cursus accéléré pour ceux qui ont des facilités. «Les élèves les plus faibles sont la priorité affichée du DIP, or le CO doit répondre aux besoins de tous.» Tout juste amorcée, la réforme devra encore aboutir à un projet de loi et trouver une majorité au Grand Conseil. Dans le cas contraire, il n'est pas exclu qu'un référendum se profile. ■

COMMENTAIRE

La fabrique de faux espoirs

LAURE LUGON ZUGRAVU
@LaureLugon

Un éternel malade dont on révisé périodiquement le traitement thérapeutique. Ainsi en va-t-il du cycle d'orientation (CO) à Genève qui, à peine remis d'une réforme, entraperçoit la suivante. Depuis 1964, les systèmes de sections puis d'hétérogénéité se succèdent, jusqu'en 2009 où le peuple se prononce en faveur des premières. Et voilà que le DIP caresse l'idée d'abandonner les sections en 9e année, avec l'espoir que les élèves les plus faibles soient tirés vers le haut. L'inverse, nous dit-on, ne se vérifie pas.

On peine à y croire, pourtant. En 1965, 38% seulement des élèves se trouvaient dans les sections les plus exigeantes. Aujourd'hui, ils sont 60% dans celles-ci. De deux choses l'une: soit les élèves sont notablement plus performants qu'il y a cinquante ans, ce dont il est permis de douter, soit le niveau a baissé pour accueillir le plus grand nombre. Même

s'il faut nuancer cette comparaison au vu des transformations sociales, ne conviendrait-il pas d'inverser la proportion? Cela éviterait aux élèves les plus faibles d'être étiquetés cancras, aux élèves moyens de se croire brillants, et aux meilleurs de s'ennuyer. Alors que l'on tente vainement de revaloriser l'apprentissage (4% seulement des élèves genevois choisissent la formation duale), il est paradoxal d'envoyer des wagons de jeunes dans les filières d'études où bon nombre y connaîtront l'échec.

Si les pédagogues ont la sélection en profonde aversion, elle n'en demeure pas moins une réalité. Chacun doit l'affronter, un jour ou l'autre, que ce soit devant un bulletin scolaire ou un employeur, puisque le travail sur mesure n'a pas encore été inventé. Mélanger bons et mauvais élèves en 9e année, c'est repousser le problème en prolongeant l'insouciance de l'école primaire. On peut regretter l'hyper-compétitivité de la société contemporaine; mais plus l'école s'y refusait, plus elle alimentera les déceptions. ■